

L'affaire Benalla a largement empoisonné l'été présidentiel et montré quelques failles du système de M. Macron : l'absence de relais véritablement enracinés dans le pays ; un personnel politique et parlementaire macronien peu efficace, voire trop arrogant pour être entendu par l'opinion publique ; une communication élyséenne maladroite ; la fragilisation de l'image d'autorité du président, soupçonné d'autoritarisme et sa dégradation aux yeux des États étrangers, certains trop heureux de voir les difficultés de la magistrature suprême française occulter leurs propres faiblesses...

Il faut pourtant replacer cette affaire dans son contexte et ne pas en faire ce qu'elle n'est pas, dans une dérive qui reste une tendance lourde et facile des médias et des oppositions en régime démocratique d'opinion. L'affaire Benalla est un scandale qui touche la magistrature suprême de l'État, mais ce n'est pas, pour autant, une crise d'État comme certains ont pu le dire ou l'écrire : le régime ne va pas s'effondrer et la République n'a pas tremblé sur ses bases, qu'on le regrette ou non. En revanche, c'est bien plutôt une « crise d'état d'esprit », et, en cela, elle dépasse largement les seuls protagonistes de cette affaire : c'est aussi ce que voulait signifier le slogan popularisé par le **Groupe d'Action Royaliste** cet été : « **Le Roi avait d'Artagnan, le Président a Benalla** ! ». La comparaison entre les deux noms et les deux régimes a, d'ailleurs, fait mouche dans la rue et parmi ceux qui ont aperçu cette formule au hasard de leurs déplacements estivaux...

Un de nos interlocuteurs résumait par une autre formule (approchante) cette affaire : « **Quand la Monarchie suscite le service et la fidélité, la République, elle, valorise les grands principes... et favorise les opportunistes**

». Cela n'a pas empêché la Monarchie de connaître aussi des scandales et des courtisans, mais sa nature même empêchait les dérives inhérentes à la logique propre et à la pratique des institutions républicaines, et pouvait préserver l'autorité de l'État qui, non élu en sa magistrature suprême, ne dépendait pas des coteries ou des arrangements entre les plus puissants : un Nicolas Fouquet fit d'ailleurs les frais de cette politique d'indépendance de la Monarchie à l'égard des féodalités de l'Argent, et c'est d'Artagnan lui-même qui, sur ordre du roi Louis XIV, se chargea de l'arrêter au sortir d'un conseil des ministres. Cela paraît inenvisageable dans la République actuelle, et, au regard de l'histoire des cinq Républiques françaises, cela semble bien une constante depuis Danton, corrompu au plus haut point et qui, exception marquante et néanmoins sinistre, le payera de sa tête au nom d'une vertu républicaine que Robespierre incarnera dans le sang et qui fera regretter l'ancienne justice royale, plus mesurée en comparaison.



Néanmoins, la pression de l'opinion publique ou, plutôt, celle des médias et des réseaux sociaux, se fait désormais derrière des écrans, ce qui évite à la République d'avoir à affronter des manifestations de rue comme celles, tragiques en leur terme, des mois de janvier et février 1934, initiées et emmenées par **l'Action Française et ses Camelots du Roi** dont plusieurs seront alors tués par une République aux abois et toujours scandaleuse. Soyons précis : les affaires actuelles, pour ce que l'on en sait et ce qu'en feuilletonne

Le Canard enchaîné

avec gourmandise, sont bien mineures au regard de l'affaire Stavisky, du nom de cet autre « Monsieur Alexandre », ou de celles qui concernent les multinationales de la chimie (Monsanto, Bayer), de l'agroalimentaire ou des « GAFAM » états-uniens, celles-ci privant le budget de l'État de plusieurs milliards d'euros chaque année ! En fait, Benalla, Kohler ou Nyssen, au-delà de leurs fautes respectives et évidemment condamnables, au moins politiquement et moralement, ne sont que des leurres qui, parfois, nous empêchent de voir le plus grave et le plus inquiétant,

cette main-mise des féodalités financières et économiques sur nos sociétés et sur les États politiques contemporains

, ce que dénonçait, dans une scène d'anthologie, le « Président Beaufort » (Jean Gabin) devant un parlement houleux et furieux de voir sa proximité avec les milieux d'affaires ainsi mise en lumière par celui qui paraît bien le seul homme libre de l'assemblée, ce que la République parlementaire ne peut, d'ailleurs, longtemps supporter... Que dirait-il aujourd'hui !

Au-delà des affaires, la question institutionnelle.

Écrit par Jean-Philippe
Samedi, 25 Août 2018 13:28



Un grand nombre de personnes ont participé à la conférence de presse de la Commission de la culture et des médias. Les participants ont discuté de la situation actuelle et des perspectives futures. Les débats ont porté sur la nécessité de renforcer les institutions et de promouvoir la transparence. Les participants ont également souligné l'importance de la coopération internationale et de la participation citoyenne. Les conclusions de la conférence de presse ont été publiées sur le site web de la Commission.